### COMMUNE d'AIRE-SUR-LA-LYS

## SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 24 FÉVRIER 2025

# <u>DÉLIBÉRATION</u> DU CONSEIL MUNICIPAL D'AIRE-SUR-LA-LYS EN DATE DU 24 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le LUNDI 24 FÉVRIER à 20H00, le Conseil Municipal d'AIRE-SUR-LA-LYS s'est réuni en la salle des Mariages sous la présidence de Monsieur Jean-Claude DISSAUX, Maire, par suite de la convocation en date du 14 février 2025.

ETAIENT PRESENTS: M. DISSAUX Jean-Claude - Maire, Mmes CATTY Christine, WOZNY Florence, BAUDEQUIN Odile, MM. OBOEUF Gérard, WOJTKOWIAK David, BOULET Michel, LERMYTTE François - Maires-Adjoints, Mmes ALLOUCHERIE Françoise, DECRIEM Marie-Christine, BLONDEL Suzette, ALLAN Patricia, BOULIER Amélie, SUBTIL Vanessa, PLANQUELLE Rachel, MM. FACON Jean-Noël, COMBE Jacques, CATTEZ François, BOULET Guillaume, AZELART Laurent, DONDAINE Pascal, M. RYS Didier, Mmes CROWYN Véronique, CHRETIEN Stéphanie.

## **MEMBRES AYANT DONNÉ PROCURATION:**

Mme VANDENBERGUE Séverine a donné procuration à Mme WOZNY Florence.

M. HOUSSIN Romuald a donné procuration à Mme BAUDEQUIN Odile.

M. HERNOUT Serge a donné procuration à M. DONDAINE Pascal.

Mme ROUX Nathalie a donné procuration à Mme ALLAN Patricia.

M. DUBUISSON Frédéric a donné procuration à M. RYS Didier.

Secrétaire de séance : Mme BLONDEL Suzette

Fin de la séance : 21h25

L'assemblée étant en nombre suffisant, il est fait l'exposé suivant :

2025-02-N°10

#### VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Code Général de la Fonction Publique ;

Le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;

Le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

L'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat, modifié par l'arrêté du 14 mars 2022 ;

L'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, modifié par l'arrêté du 20 septembre 2023 ;

La délibération  $n^{\circ}2010\text{-}07\ N^{\circ}07\ du\ 08\ juillet\ 2010\ portant\ sur\ la\ refonte du régime indemnitaire ;$ 

#### **CONSIDERANT QUE:**

Les agents qui se déplacent pour les besoins du service (mission, stage ou formation) en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence familiale peuvent, le cas échéant, prétendre au remboursement des frais de déplacement, des frais de repas et d'hébergement exposés dans ce cadre, sous la forme d'une indemnité de stage ou de mission.

En ce qui concerne les formations, l'agent bénéficie d'une prise en charge du CNFPT lorsqu'il participe à une formation auprès de cet organisme. Cette prise en charge n'est pas cumulable avec le remboursement des frais de repas et d'hébergement par l'autorité territoriale, mais peut donner lieu à un complément de prise en charge des frais.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées cidessus, d'instaurer par délibération, le régime d'application des indemnités de mission et de stage. Compte tenu de ce qui précède,

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Jean-Claude DISSAUX - Maire ;

Et après en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE :

<u>ARTICLE 1</u> - **D'ABROGER** la partie **C** de la délibération n°2010-07 N°07 du 08 juillet 2010 instaurant les conditions générales de règlement des frais occasionnés par les déplacements des agents communaux ;

<u>ARTICLE 2</u> - **D'ADOPTER et D'INSTAURER** les règles de remboursement des frais de déplacement du personnel communal conformément à *l'ANNEXE ci-jointe*.

Pour extrait conforme, Le Maire,

Jean-Claude DISSAUX